



SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020
DECISION N° 2020-078- DB

Date d'affichage : 1 octobre 2020	Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.
Nombre de membres : 51	
En exercice : 51	
Quorum : 26	
Présents: 37	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 7	Présents : (37)
dont pouvoir(s) : 5	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 7	
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
M. Grégory PIERRE.	Excusé(s) : (7) Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DOUET à Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX Absent(s) : (7) Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

CONVENTION DE VENTE ET D'ACHAT D'EAU POTABLE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BAUGEOIS VALLÉE (POUR LA COMMUNE DE MOULIHERNE ET LA COMMUNE DÉLÉGUÉE DE PARÇAY LES PINS)

Pour assurer l'approvisionnement en eau potable de certaines parties de leur territoire, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) et la Communauté de communes Baugeois Vallée (CCBV) ont recours à des achats d'eau auprès de collectivités frontalières. Cette eau est ensuite distribuée aux abonnés par l'exploitant du réseau, selon les dispositions du mode de gestion et du règlement de service en vigueur sur le territoire concerné.

Afin de permettre ces achats, il convient de conventionner pour fixer les conditions techniques, administratives et financières de cette vente d'eau.

Un conventionnement a, d'ores et déjà, été établi entre les deux structures pour les échanges importants : 80 000 m³ pour l'ancien territoire du SIAEP de Beaufort en Vallée et 15 000m³ pour l'ancien territoire du SIAEP de Coutures.

La présente convention concerne des échanges occasionnels et de faible volume (environ 200m³ en 2019), mais indispensables pour assurer la continuité de service en période d'entretien de réseau ou d'installation. Considérant les faibles volumes, la composition de la convention est simplifiée :

- Un tarif identique de 1,20€ HT le m³ pour les deux structures, qui correspond aux frais de production et de distribution supportés par les structures ainsi que les redevances additionnelles (redevance prélèvement),
- Ce tarif est éventuellement modifié chaque année sur décision de l'assemblée délibérante,
- Échéance de la convention au 31 décembre 2029.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau et au Président d'une partie de ses attributions ;

Vu la nécessité pour l'Agglomération de satisfaire à ses obligations liées à la compétence eau potable ;

Vu l'absence de solution propre à la CASVL permettant d'alimenter en eau potable la commune de Mouliherne, et l'absence de solution propre à la CCBV pour alimenter la commune de Parçay Les Pins ;

Vu les dispositions présentées dans la convention ;

Aussi,

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- D'APPROUVER la convention de vente et d'achat d'eau à conclure entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Communauté de Communes Baugeois Vallée, pour les échanges occasionnels sur la commune de Mouliherne et sur la commune déléguée de Parçay les Pins, fixant les éléments suivants :

- un tarif identique de 1,20€ HT le m³ pour les deux structures, qui correspond aux frais de production et de distribution supportés par les structures ainsi que les redevances additionnelles (redevance prélèvement),
- un tarif éventuellement modifiable chaque année sur décision de l'assemblée délibérante,
- une échéance de la convention au 31 décembre 2029.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de vente et d'achat d'eau entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Communauté de Communes Baugeois Vallée, pour la commune de Mouliherne et la commune déléguée de Parçay les Pins ;

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 3ème trimestre 2020

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers s- 7.10.3 Tarifs des services publics eau-assainissement
-------------------	--------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »